
Décryptage/Témoignage

Effets du confinement sur la protection de l'enfance : l'intervention de Philippe Fabry à l'Odas

octobre 2020

[Joachim Reynard](#)

Partager sur les réseaux

[Télécharger en PDF](#)

Imprimer la page

Index

- [L'impact du confinement](#)
- [Changer notre culture du placement](#)
- [Le XIXe arrondissement de Paris : la coordination pour faire face à la crise](#)

Quels liens, effets et changements systématiques nécessaires ? Comment s'inspirer de l'exceptionnel pour transformer le quotidien ? Afin de nourrir les travaux de l'Odas, Philippe Fabry (formateur à l'IRTS de Paris Ile-de-France, expert en travail social) a été invité le 24 septembre à livrer son analyse sur les effets du confinement sur la protection de l'enfance, lors de la réunion du comité de pilotage de [la recherche-action « Soutien éducatif et protection de l'enfance »](#). Durant le confinement, l'Odas a maintenu des liens forts avec les huit départements et la ville participant à cette recherche-action, recueillant ainsi des observations très intéressantes sur la gestion de la crise sanitaire au niveau local notamment les effets sur les enfants, les familles, les relations partenariales et les pratiques professionnelles. A partir de ces témoignages, les chargés d'étude de l'Odas ont construit une enquête nationale ([Crise sanitaire et protection de l'enfance: quels effets, quelles réponses ?](#)), soumise aux professionnels, bénévoles et élus en lien avec des familles et/ou concourant au soutien éducatif, pour appréhender de façon plus globale les effets de l'épidémie de Covid-19 sur la protection de l'enfance. Séance spéciale sur la crise sanitaire, la journée du 24 septembre était ainsi l'occasion de présenter aux membres du comité de pilotage, les premiers résultats de l'enquête, apportant ainsi la vision d'autres départements (50% des répondants) mais également celle des autres acteurs du secteur. Philippe Fabry, qui s'est notamment intéressé au turn-over au sein des institutions et aux enjeux du placement familial, a quant à lui été invité pour apporter son témoignage, suite à la publication d'un article en avril 2020 dans l'hebdomadaire ASH, dans lequel il montrait que le confinement a agi à la fois comme un révélateur de la solidité des liens et de la solidarité, mais aussi de la précarité sociale et de la fragilité. Nous retranscrivons l'ensemble de ses propos ici.

« Je propose une présentation en deux temps : les retours que j'ai eu champ par champ, et un temps plus spécifique sur un territoire où l'on est implanté, c'est-à-dire le XIXe arrondissement de Paris. Je ferai un retour sur ce territoire de ce qui à mon sens a particulièrement bien marché pendant cette période de confinement, ce qui apportera un peu de rose à un tableau parfois un peu noir ».

L'impact du confinement

« La crise sanitaire a été extrêmement brutale, les institutions ont dû s'adapter en urgence, et le temps qu'on a mis à s'adapter a pu être révélateur des forces et des fragilités des services. Parfois, on a eu des dysfonctionnements très importants. Il y a eu beaucoup d'expérimentations, de créativité. Mais avec un regret que témoignent les gens qui ont été très créatifs : *« maintenant qu'on sort du confinement c'est comme si on revenait en arrière, cette créativité, finalement, c'était un bon souvenir »*.

"Il y a d'abord dans ces expérimentations un phénomène de territoire."

Les établissements, pour trouver des solutions, ont dû s'ouvrir sur leur territoire : pour la sécurité, pour les masques, pour le gel hydro alcoolique, parce qu'ils manquaient aussi de professionnels, etc. Ils ont dû trouver des ressources. On a aussi expérimenté de nouvelles façons de travailler, je pense par exemple aux IME, aux ITEP fermés qui se sont organisées en réseau pour mettre en place des accueils de jours, des accueils de répit... C'est peut-être une exception, mais la façon dont ils s'y sont pris devrait nous instruire.

Autre exemple de créativité : la découverte de la valeur du travail à distance. En AEMO par exemple, ou encore en maison de l'enfance, on s'est rendu compte que lorsqu'on appelle régulièrement par téléphone, cette régularité a des effets, et qu'au téléphone on se dit d'autres choses qu'en direct. Quand on utilise de la visioconférence, c'est encore autre chose que du présentiel. Chaque forme a ses avantages qu'il faut explorer.

On a aussi des exemples de gens qui se sont mis à travailler ensemble alors qu'auparavant ils étaient tout seuls ; je pense par exemple à une ASS en charge de faire des IP sur Paris. Il y a eu beaucoup d'augmentation des IP pendant le confinement, parce qu'il y a eu effectivement une hausse des violences mais aussi parce qu'il y a eu une hausse des appels malveillants, de voisins qui ne supportent pas que des enfants puissent jouer. Quand on est dans de petits appartements avec une famille nombreuse et le droit de ne sortir qu'une heure, c'est compliqué.

Il y a des associations dans lesquelles dans l'urgence, il y a eu un intense travail entre les directions et les élus, ce qui les a rapprochés. Il a fallu trouver très vite des solutions, par exemple pour le travail à distance. Dans une association par exemple, tout le monde était contre, les élus, la direction, etc. Mais une fois le service fermé, avec tout le monde était à la maison, c'était la seule solution possible pour travailler. Assez rapidement, un protocole a été mis en place et du matériel mis à disposition. Le problème c'est que parfois, cela s'éteint à la fin du confinement. Par exemple, dans cette association, le télétravail fonctionnait très bien, mais le lendemain de la fin du confinement, on a récupéré brutalement tout le matériel aux gens en disant que ce n'était pas bordé juridiquement, et s'ensuivent des mois de discussions avec des juristes. Il est intéressant de voir comment tout un tas de normes ont pu bouger pendant cette période-là. Je reviendrai sur cette différence révélatrice entre les établissements où il y a eu un intense dialogue social et professionnel, et ceux où il a été extrêmement faible.

"On a eu beaucoup de créativité, mais aussi un constat polarisé : d'un côté des services qui ont très bien fonctionné, et de l'autre, certains qui ont dysfonctionné massivement."

Si je prends l'exemple des familles d'accueil, certaines se sont senties complètement abandonnées. Cela a commencé par la pression pour accueillir des enfants en plus, ce qui parfois divisait leur propre famille par rapport aux risques. Puis ensuite, pendant deux mois, pas un coup de fil de l'ASE, pas un coup de fil de l'éducateur de l'IME, de l'ITEP. Au point que certaines familles se demandaient s'ils n'avaient pas reçu des ordres pour ne pas travailler.

Il y a aussi eu un ressentiment par rapport à un brutal changement des règles du jeu. Alors que certaines PMI les menaçaient de retrait d'agrément quand il manquait un boulon sur un volet ou qu'il fallait que les enfants ne soient surtout pas plus d'un par chambre, tout d'un coup il n'y avait

plus de problème.

On se dit aussi que toutes ces normes qu'on nous impose, parfois sacrnalisées comme l'autorité parentale, soudain ça ne compte plus. Par exemple pour la reprise de l'école, il faut demander l'accord des parents. Or, dans un département on a voulu s'en affranchir. Dans ce département, la liste est longue des ressentiments. Pour la scolarité par exemple, les professeurs se sont mis à faire des cours sur Zoom et à donner de nombreux devoirs sans s'être concertés. C'est très bien, mais pour des familles d'accueils dans lesquelles il y n'avait qu'un ordinateur, d'un coup il en fallait quatre... Certains se sont sentis très soutenus, car ils ont eu du matériel, une formation, un accompagnement, et d'autres se sont sentis déclassés, par leur niveau informatique notamment. Dans un autre département, les assistants familiaux ont été contraints de reprendre leur formation en juin dans de mauvaises conditions, et ils ont été tellement en colère qu'ils ont refusé de s'asseoir. Ils ont accepté de travailler uniquement quand la responsable de département est partie. Il y a eu du ressentiment par rapport à cette absence de soutien qui s'est payée cher dans certains secteurs. Certains assistants familiaux se sont retrouvés avec des enfants avec de graves problèmes de comportements, qui étaient tout le temps à la maison alors qu'ils sont d'habitude en internat en structure médico-sociale. Il y a eu de l'épuisement, et quand cet épuisement était associé à l'absence totale d'interlocuteurs et de soutien, des gens ont démissionné, parfois alors qu'ils étaient pourtant très motivés. On remarque dans les formations que, quand les services ne sont pas assez soutenant voire maltraitants, les assistants familiaux démissionnent dès qu'ils ont le diplôme. Cela provoque un cercle vicieux, car on commence à recruter des assistants qui ne seraient pas recrutés ailleurs, dans des lieux où les gens motivés et formés partent. Cela pose problème au niveau des postures professionnelles et ils entrent vite en conflit avec l'institution - parfois pour de bonnes raisons - mais cela produit des effets désastreux sur les enfants.

"On a aussi des enfants qui au contraire ont été mieux pendant le confinement."

On a aussi des enfants qui au contraire ont été mieux pendant le confinement. Ces points positifs interrogent, car même les enfants hyperactifs ou ayant des troubles du comportement ont été plus posés, contenus. On peut aussi souligner l'art des familles d'accueil de se servir des ressources à leur disposition pour trouver des activités intéressantes. On se dit alors que pour leur bien, on « ballote » trop les enfants. Une famille avait par exemple un enfant avec trois rendez-vous par semaine chez le psychologue, l'orthophoniste, le psychomotricien, des rendez-vous avec le service, avec en plus des activités et les visites médiatisées. Pendant le confinement, elle ne l'a pas reconnu tellement l'enfant était détendu. Cela nous invite à nous demander dans quelle mesure on met la barre haute dans ce qu'on exige de ces enfants. J'y reviendrai car pour moi, on touche à la question plus profonde de la confusion française entre maintenir les liens avec les parents dans le cadre d'un projet de retour et maintenir les liens pour maintenir les liens.

On a vu l'intérêt du travail à distance. Dans les familles, le fait d'être appelé régulièrement par les travailleurs sociaux, par les référents, les psychologues, a été vécu comme un soutien plus fort et plus productif que d'habitude. Quand on se passe un coup de fil de chez soi on a le temps de se poser, on n'a pas de rendez-vous derrière. Il y a des choses qui ont commencé à se passer dans les relations qui sont importantes. Est-ce que ce ne serait pas bien justement de se poser, de passer de longs coups de fil assez régulièrement pour faire le point ?

Dans les MECS, le tableau est très contrasté. J'ai des étudiants qui ont fait beaucoup d'intérim, qui étaient dans la Réserve, et j'ai pas mal de retours. Il y a une étudiante qui a été frappée par la tristesse des enfants, la peur, le fait que certains avaient du mal à quitter leur chambre, et les tensions dans l'équipe. D'autres me disent que les équipes n'ont jamais été aussi soudées, et qu'ils ont fait beaucoup d'activités intéressantes. J'ai un autre exemple d'une apprentie dont le service ferme, et qui est envoyé dans un service d'une association qui accueille des enfants avec des troubles du comportement assez lourds. Elle a l'impression de faire de la garderie, les éducateurs qui sont en burn-out font des pauses toutes les 3h, etc. Un jour, le plus grand de neuf ans insulte l'éducateur, l'éducateur l'attrape par les cheveux et le projette au sol. Ça n'a été repris par personne. Elle obtient de changer de lieu, et cette fois les enfants ont les mêmes troubles, mais elle est marquée par la manière dont les professionnels travaillent en équipe, réfléchissent ensemble, analysent leurs pratiques ensemble.

On a aussi des foyers structurellement fragiles, les grands foyers d'enfants avec des structures pour adolescents, qui dysfonctionnent souvent. Il y a eu des problèmes, des éducateurs m'ont fait remonter qu'ils étaient en sous-effectif, sans garde de nuit et à devoir gérer des fugues, des jeunes en manque d'alcool ou de cannabis, des conflits très profonds entre les jeunes qui restaient et qui ne supportaient pas qu'on ré-accueille ceux qui fuyaient. On voit des équipes débordées, des équipes divisées, des problèmes de manque de réflexion et de manque de protocoles. Beaucoup se sont sentis très seuls, ils ont « tenu la baraque » et en veulent beaucoup à ceux qui sont partis.

"Je suis très étonné de voir que dans moins de 10% des services, il y a eu des réunions pour analyser ce qui s'était passé pendant le confinement. Cela interroge sur les capacités collectives réflexives : à quel moment on se réunit et on réfléchit ensemble, pour s'écouter les uns les autres et faire équipe ?"

Il y a un témoignage assez généralisé sur le fait que ce soit plus difficile après le confinement que pendant, car pendant, on a pu exercer notre métier sans être envahi par toutes ces procédures, ces normes, ces autorisations. On a pu mettre en place très rapidement des projets sans être obligé de valider à x étapes, faire preuve de créativité, travailler avec des bénévoles... La créativité était parfois remarquable, avec des cours d'arts plastiques et de sport à distance par exemple, les familles partageant l'activité avec leur enfant. Il faudra voir comment cela pourrait subsister.

Changer notre culture du placement

« Je voudrais ensuite vous proposer une courte analyse par rapport à mes travaux. Au sujet des maltraitances les plus graves qui ont eu lieu, je vous invite à relire les travaux sur les maltraitances institutionnelles qui sont à mon avis intégralement d'actualité. Je vous cite un court passage d'André Lumière : *« Une grande partie des problèmes de maltraitance surviennent dans des établissements où un certain nombre de modes d'organisation, de fonctionnement d'organisation ne sont pas structurés, et où l'attention à la façon de travailler du personnel est insuffisante. Sont en cause la qualité du projet d'établissement, les conditions de management internes, la qualité et la qualification des personnels. »* Il y a du boulot, car dans certains cas c'était défailant à tous les étages : on avait des directions sans outil, pas de projet d'établissement, etc. Malheureusement cela

fait 18 ans qu'on nous dit que tout est réglé depuis 2002. Cela interroge aussi sur la langue de bois du secteur.

"On voit qu'une boîte est malade quand le turn-over est durable. Si on avait un indicateur qui indique qu'il y ait trop de turn-over sur cinq années consécutives par exemple, ce serait un bon outil de prévention de l'usure professionnelle et des maltraitances institutionnelles."

D'autre part, les lieux qui ont le plus dysfonctionné sont les lieux où les jeunes ont des problèmes majeurs de places, notamment dans les foyers de l'enfance. On voit qu'il y a un problème car en France on mélange trois types de placements qu'on devrait absolument différencier. C'est une psychologue belge, Martine Debry, qui les différencie : « *la question des relations entre l'enfant accueilli et ses parents est indissociable de la nature du placement envisagé* » .

- Premier cas de figure, on est dans la perspective d'un retour probable en famille. On va donc aider les parents en vue de retrouver leur enfant. Mais si on est dans ce dispositif, on va aider activement au retour en famille, on ne va pas attendre qu'il se fasse par la magie du Saint Esprit. C'est un type de placement qui relève de l'article 375 du Code Civil, de l'assistance éducative, et ces placements sont par essence provisoires.
- Ensuite, on a un deuxième type de placement dans lequel on ne sait pas dans quelle mesure les parents sont susceptibles d'améliorer leur fonctionnement parental, psychologique, social, et donc on devrait se donner un temps limité pour déterminer un projet de vie et savoir où on va. Est-ce qu'on va vers un projet de retour et on y va vraiment, collectivement, et on fait équipe autour de ça ? Ou est-ce que, dans un délai raisonnable, on n'y arrive pas ? Dans ce cas-là il faut un projet alternatif, qui n'attende pas l'échec de ce premier projet pour être réfléchi. Qu'est-ce qu'on fait si au bout de deux ans de provisoire, on n'a toujours pas de perspectives de sortie du provisoire ? Ce n'est pas respectueux de fonctionner comme en France où on maintient l'assistance éducative quand on n'est en réalité plus du tout dans le provisoire. Ça ne va pas. La culture du placement provisoire a des raisons culturelles très profondes en France.
- Le 3^e cas de figure selon Martine Debry est quand on sait qu'il n'y a pas de retour possible, que la probabilité de retour en famille est faible voire nulle. Soit les parents sont sans domicile, soit ils ne donnent pas de nouvelles, ils ne répondent pas aux nombreuses demandes qu'on leur fait, soit ils font preuve d'une disparentalité grave, de carences éducatives graves, de maltraitances, associées à de nombreuses problématiques. Il faut être capable de dire qu'on ne peut pas rester dans un projet implicite de retour quand personne ne porte ce projet.

En France, on est construit sur un projet implicite de retour, et on évite soigneusement ce sujet-là. Dans d'autres pays, cette question est centrale, comme au Québec où il y a cinq stades : 1) Est-ce que les parents viennent souvent ? 2) Est-ce qu'ils font preuve d'une sensibilité aux besoins de l'enfant ? 3) Est-ce qu'eux-mêmes sont porteurs d'un projet éducatif ? etc.

"Le déni français d'incapacité parentales chroniques se traduit pas l'absence totale de limites au provisoire. On est quand même le seul pays capable de placer temporairement un enfant pendant 21 ans. Il y a une maltraitance systémique quand l'absence de place de l'enfant dans sa famille est masquée par le placement".

Or, les enfants sont bien capables de nous montrer à l'adolescence qu'ils n'y croient pas une seconde. Ensuite, on va s'attaquer aux troubles du comportement de ces enfants difficiles. Mais on est responsables, car on a co-constitue ces troubles avec la famille. Donc j'invite à interroger ces questions du provisoire permanent et je conclurai cette partie sur l'invitation à partager au niveau national de rares outils hautement qualitatifs. J'aimerais bien qu'il y ait des outils partagés par tout le monde, à tous les étages que ce soit par la justice, l'ASE ou la famille :

- Le nombre de fois où l'enfant a changé d'écosystème. A partir de cela, on peut se demander si ces séparations ont provoqué des ruptures et si c'est réparable, en prenant en compte le temps de l'enfant.
- Un outil d'indication simple sur les enfants qui retourneront ou pas en famille, avec une réponse simple : oui, non, on ne sait pas. Cela permet de se dire « là ça fait dix ans qu'on sait pas, et ça ne va pas »
- Un indicateur sur le nombre de turn-over dans les établissements »

Le XIXe arrondissement de Paris : la coordination pour faire face à la crise

« Je ferai maintenant un retour rapide sur le XIXe arrondissement de Paris. Cet arrondissement de 186 000 habitants cumule les problèmes sociaux, avec un séparatisme social extrêmement fort, qui se traduit par exemple par l'existence de collèges « ethniques », comme le collège Pasteur où trois quart des enfants sont d'origine subsaharienne. Il y a des problèmes de risques, de toxicomanie, de trafic, de logement, avec un grand nombre de gens à la rue et un grand nombre de MNA et de familles exilées à la rue. On a dû tout faire du jour au lendemain, à commencer par pallier à la fermeture de nos services. Par exemple, il y a une structure où vont les 14-18 ans qui fuguent pour trouver du soutien et un accompagnement.

"Tout d'un coup, ils se retrouvent à la rue à cause de la fermeture de nos services. Comment accompagner à distance ces gens qui sont à la rue ?"

Il y a aussi des IME qui ferment, avec des familles très mal logées et nombreuses, qui se retrouvent avec des enfants ayant des troubles de comportements très importants, des tensions avec le voisinage et des problèmes de violence. Des familles qui se retrouvent sans un sous du jour au

lendemain parce qu'elles vivaient du travail au noir. Des familles dans lequel le père travaille de façon informelle et fait beaucoup d'aller-retour entre le pays d'origine et la France, et qui d'un coup se retrouve bloqué au pays, et ne peut pas revenir à la maison s'occuper des enfants. Les épiceries sociales, les Restos du cœur ont aussi fermé du jour au lendemain. Très rapidement, dans certaines familles, le confinement est donc devenu un problème de faim.

Là, les équipes de prévention se réunissent et décident de faire de l'alimentaire. Ils se mettent en réseau avec Emmaüs et des professionnels de la distribution alimentaire, c'est-à-dire des organisations humanitaires. Ils ont appris à faire ce nouveau métier, à nourrir 150 familles, soit presque mille personnes. Ils ont trouvé un soutien territorial immense des habitants, de commerçants, un travail en réseau.

Il a fallu aussi faire réseau par rapport à la fracture numérique. Il y a eu des dons d'appareils, d'ordinateurs, des principaux de collèges qui appellent les équipes de prévention, par exemple le centre social avec qui ils travaillent intensément. Ils ont réussi à former aux compétences psychosociales des enfants de 5^e à risques. Dans un collège de 350 élèves, 70 ne répondaient pas, alors ils ont donné la liste, et tous les élèves ont été appelés et soutenus avec un travail intense de formation des professionnels. Il est intéressant de voir comment cette organisation s'est faite tous azimuts. Cela s'est fait aussi dans l'accès au soin, avec un travail commun entre l'Hôpital Robert Debré, les AS, les éducateurs et les psychologues, car beaucoup d'enfants ont eu des problèmes d'anxiété qui débordaient leur famille.

"Cela a été possible grâce à un intense travail en réseau où le partage de l'information a joué un rôle très important."

Par exemple, dans les foyers ASE avec peu d'espaces, ils ont tiré sur tous les fils pour se faire prêter des cours de récréation d'écoles fermées ou des gymnases, mobiliser des animateurs bénévoles qui en avaient marre de rester chez eux.... Et ils ont réussi à mettre en place des choses très intéressantes. On voit chez cette partie des acteurs un travail remarquable de coordination de la DST (Direction Sociale des Territoires). On remarque, et je finirai là-dessus, l'importance des outils de communication dans cette coordination. L'intention de se coordonner ne suffit pas, la coordination, cela demande des outils et des méthodes. »

Philippe Fabry, formateur à l'IRTS de Paris Ile-de-France, expert en travail social